

Les Allobroges de la Drôme

Les Allos internet - Numéro 187

Le jeudi 31 mai 2011

Législatives pour les prochaines deux ou trois semaines à venir, chaque jour va compter

Près d'un mois après la défaite de Nicolas Sarkozy, Il y a d'abord une grande satisfaction, un soulagement et le sentiment, en même temps que **la mobilisation est nécessaire en vue des législatives**, à la fois pour prolonger le combat contre la droite et l'extrême droite, faire en sorte que la majorité UMP à l'Assemblée disparaisse, et **pour qu'une majorité de gauche se mette en place, au sein de laquelle le groupe Front de gauche serait renforcé, avec de nombreux députés communistes**, de façon à s'assurer que le changement rentre réellement dans la vie et que les lois qui seront votées répondent aux aspirations de nos concitoyens.

Avec eux on s'assure qu'il y aura des lois qui s'attaqueront résolument aux grands problèmes, des lois utiles pour le changement. Cette efficacité, on peut la démontrer à partir de chaque élément de la vie quotidienne, à partir de chaque événement politique.

Je prends l'exemple des **licenciements boursiers** qui s'intensifient aujourd'hui. Les grands groupes veulent profiter de cette période où il n'y a pas encore de majorité à l'Assemblée pour imposer le maximum de licenciements. Pierre Laurent, Nicole Borvo et Roland Muzeau, pour la direction du Parti et les groupes parlementaires, viennent de s'adresser à Jean-Marc Ayrault pour demander à la fois un moratoire sur les licenciements dans l'attente de la mise en place d'une majorité de gauche et pour proposer également que soit débattue, dès les premiers jours de cette nouvelle majorité, la proposition de loi que nous avons défendue au Sénat interdisant ces licenciements boursiers. Il y a là urgence.

Voter pour les candidats du Front de gauche aux législatives, ce sera justement l'occasion d'appuyer cette proposition, cette démarche. On ne peut qu'inviter tous nos candidats à se saisir de cette exigence auprès de nos concitoyens.

Je pourrais prendre bien d'autres exemples ; on peut faire la même démonstration sur la question des **retraites, des salaires, le Smic à 1 700 euros...** Telle est l'efficacité aujourd'hui, pour la réussite de la gauche, du vote pour nos candidats, à partir de ce qu'ils portent dans leur programme « L'humain d'abord ».



Le 10 Juin votez

Sabrina BENAMA

1ère circonscription

Pierre TRAPIER

2ème circonscription

Corinne MOREL DARLEUX

3ème circonscription

Jean-marc DURAND,

4ème circonscription

Sommaire :

- Page 3 –législatives, le vote par procuration
- Page 4 - Corinne MOREL DARLEUX candidate du Front de Gauche dans la plus grande circonscription de France
- Page 5 - L'implication résolue des députés du Front de Gauche - L'école un enjeu essentiel pour les législatives
- P6- Réponse de JM Eyrault à Pierre Laurent
- P7-P8- Hôpitaux Nord Drôme, JM Durand écrit à la ministre de la santé—Une interview d'une sénatrice communiste après le colloque du médicament
- P9 - Aide à domicile en danger en Rhône Alpes un appel de la CGT
- P10 - « nous demandons l'asile on nous jette à la rue » un communiqué de Femmes En Luth
- P11- Invitation « sur les pas de Louis Aragon et d'Elsa Triolet
- P12- Israël Palestine, la Région doit être porteuse d'un message de paix et de justice—PCF : université d'été de la Gauche Européenne

Malgré un peu de fatigue, bien naturelle, car la campagne jusqu'à présent a été longue, les militants savent bien que **pour les prochaines deux ou trois semaines à venir, chaque jour va compter** .

On sent dans le pays, dans les fédérations cette mobilisation qui se poursuit, cette **envie d'aboutir à un groupe renforcé du Front de gauche**. La mobilisation militante qu'on avait notée lors de la présidentielle, cette confiance dans les actes militants se poursuivent et, jusqu'au dernier moment, il faut **être présents auprès de nos concitoyens**.

On avait initié durant la présidentielle des formes nouvelles de débat et d'initiative politique. Je pense en particulier aux assemblées citoyennes qui ont vu de très nombreuses personnes renouer avec la politique. Il faut reprendre, continuer les contacts avec ces gens-là ; on avait recueilli de nombreuses adresses mail, de nombreux liens avec des citoyens qui nous ont dit être disposés à participer à notre campagne. Il faut ouvrir, élargir au maximum nos relations avec eux, ce sont autant de possibilités de dialogues à intensifier autour de nos candidats. La clé du succès, elle est là. Notamment pour les militants du PCF qui sont souvent maîtres d'œuvre.

Le PCF sort renforcé de cette période, de très nombreuses adhésions ont été réalisées pendant la présidentielle. La campagne des législatives peut être aussi l'occasion d'en réaliser de nouvelle. C'est à la fois le gage d'un succès aux législatives et une bonne façon de préparer l'avenir et les suites du Front de gauche dans la nouvelle période politique.

Jacques CHABALIER

Membre de l'Exécutif national, en charge des secteurs Vie militante, vie du Parti.





Vote par procuration

C'est pour un électeur absent ou empêché, la possibilité de choisir un autre électeur pour accomplir à sa place les opérations de vote.

- l'électeur qui choisit est le mandant.
- l'électeur qui vote à sa place est le mandataire.

La procuration est établie sans frais.

Mandant et mandataire doivent être **inscrits dans la même commune mais pas nécessairement dans le même bureau.**

Le mandant doit se présenter **personnellement** et être muni :

- d'une pièce d'identité ;
- d'une déclaration sur l'honneur précisant qu'il se trouve dans l'une des catégories énumérées ci-dessous.

3 grandes catégories de personnes sont concernées par le vote par procuration (art L.71 du Code électoral) :

a - Les électeurs attestant sur l'honneur qu'en raison d'obligations professionnelles, en raison d'un handicap, pour raison de santé ou en raison de l'assistance apportée à une personne malade ou infirme, il leur est impossible d'être présent dans leur commune d'inscription le jour du scrutin ou de participer à celui-ci en dépit de leur présence dans la commune.

b - Les électeurs attestant sur l'honneur qu'en raison d'obligations de formation, parce qu'ils sont en vacances ou parce qu'ils résident dans une commune différente de celle où ils sont inscrits sur une liste électorale, ils ne sont pas présents dans leur commune d'inscription le jour du scrutin.

c - Les personnes placées en détention provisoire et les détenus purgeant une peine n'entraînant pas une incapacité électorale.

S'adresser au

- au tribunal d'instance
- au commissariat de police
- à la brigade de gendarmerie

Renseignements plus détaillés sur : [http://www.interieur.gouv.fr/sections/a_votre_service/elections/comment_voter/vote-par-procuration/view?xts=445732&s2=1&xtor=SEC-8-GOO-\[procuracion_vote\]-S-\[vote%](http://www.interieur.gouv.fr/sections/a_votre_service/elections/comment_voter/vote-par-procuration/view?xts=445732&s2=1&xtor=SEC-8-GOO-[procuracion_vote]-S-[vote%)

Corinne MOREL DARLEUX, candidate du Front de Gauche dans la 3ème circonscription, la plus grande de France,

Pour bien parler de Corinne Morel Darleux, il faut commencer par son parcours atypique. Après une école de commerce, elle intègre un cabinet de conseil auprès de grandes multinationales. Elle y constate les désordres de la société, les dégâts du capitalisme et de la société de consommation, et le mépris pour l'intérêt général. Après cinq ans d'immersion dans le monde du CAC40, elle éprouve le besoin de s'engager dans le combat politique.

Elle commence par Utopia, un mouvement politique trans-partis, séduite par sa critique des trois aliénations de la société de consommation, de la croissance économique à tout prix et de la centralité de la valeur travail. Elle y apprend ce qui forme aujourd'hui son corpus de base. Elle y découvre la force de l'utopie. Elle entre dans l'écologie politique par l'angle du social contrairement à de nombreux écologistes qui y entre d'abord pour la défense de l'environnement. C'est le gouffre entre ceux qui consomment de manière ostentatoire et les démunis qui la révolte.

En 2008, elle répond à l'appel de Jean-Luc Mélenchon à construire un nouveau parti creuset et y prend en charge le secteur écologie politique, en tant que Secrétaire nationale du Parti de Gauche.

Corinne Morel Darleux vit à Die, un des coins de la Drôme le plus diversifié et chargé d'histoire. Die, au pied du Vercors, une petite ville dynamique bien desservie en agriculture paysanne et biologique et en services publics : l'hôpital bien sûr, mais aussi la gare, la médiathèque, l'ONF, l'école, le collège et le lycée publics... C'est ce qu'elle défend chaque jour en tant que Conseillère régionale.



Corinne Morel Darleux se présente aux législatives au côté de son suppléant Didier Thévenieau dans la plus grande circonscription de France. Des Baronnies provençales au Vercors, ils parcourent depuis plus de 6 mois cet immense territoire pour défendre avec les militants du Front de Gauche le programme « L'humain d'abord ! », qui veut remettre l'Humain au centre des décisions politiques.

Dans déjà plus de 40 assemblées citoyennes, elle explique la planification écologique, seule à même de permettre la relance de l'activité et la transition énergétique. Elle défend un débat national sur la politique énergétique de la France sur laquelle doit s'appuyer un nouveau projet de société, un débat où les français auront à trancher la question du nucléaire au moyen d'un référendum.

Corinne explique aussi comment les différents traités qui sont imposés aux peuples européens ont créé la crise dans laquelle nous sommes et comment ils nous imposent maintenant la règle d'or et l'austérité. Elle appelle ainsi chacun-e à reprendre le pouvoir et désobéir à l'Union européenne quand l'intérêt général est menacé. Elle défend l'idée d'une VIème République, vraiment sociale. La démocratie doit entrer plus profondément dans les entreprises, en donnant un droit de véto aux salariés en cas de licenciements boursiers et en leur donnant la possibilité de reprendre eux-mêmes leur entreprise en cas de délocalisation. Pour cela, elle soutient la création d'un pôle bancaire public, d'une formation professionnelle tout au long de la vie, et la supériorité du droit du travail sur les contrats de travail. Son expérience professionnelle au cœur des stratégies des multinationales lui donne les clés pour accompagner ce projet de société repensé en profondeur.

Corinne veut la révolution citoyenne : « Notre arme, c'est nous, notre énergie et nos convictions ! » Le Front de Gauche a rassemblé 4 millions de français à la présidentielle, et ainsi permis de chasser Nicolas Sarkozy. Elle est certaine que les législatives vont amplifier le mouvement et que le Front de Gauche peut créer la surprise dans la 3^{ème} circonscription de la Drôme en rassemblant la gauche écologiste, anticapitaliste et antiproductiviste. Le succès de la prise de la Bastille du 1^{er} mai à Crest en est la preuve, avec 1500 personnes réunies. Les 10 et 17 juin, poursuivons le combat !

Nabil RABHI

Le porte-parole des députés du Front de gauche, Roland Muzeau (PCF), assure le Premier ministre Jean-Marc Ayrault de leur "implication résolue" pour "la réussite de la gauche", et réclame plusieurs mesures sociales immédiates, dans une lettre rendue publique

Il cite "une augmentation significative du SMIC et des minima sociaux, l'application du droit de réquisition des logements vacants et la suspension de tout plan de licenciements dans les grandes entreprises jusqu'à la tenue d'une conférence avec les partenaires sociaux".

"Je veux vous assurer, avec la plus grande sincérité, de l'implication résolue du Front de gauche et de ses parlementaires pour la réussite de la gauche", écrit M. Muzeau, dans cette missive qui ne fait pas référence à l'échec des négociations entre le PS et le FG sur les élections législatives.

"Dans cet esprit, nous soutiendrons chaque mesure qui ira dans le sens d'une plus grande solidarité et du progrès social et, fidèles aux engagements que nous avons pris devant les citoyennes et les citoyens, nous serons tout aussi déterminés quand tel ne sera pas le cas", ajoute le député des Hauts-de-Seine.

"Vous pourrez compter sur nous, ainsi, pour faire barrage efficace aux oppositions et pressions conservatrices qui ne manqueront pas à droite".



L'école un enjeu essentiel pour les législatives

La campagne des législatives et les candidats du Front de Gauche doivent renouveler leur soutien aux parents et aux enseignants quant aux combats qu'ils mènent pour la réussite de tous. Une fois élus, ils continueront le combat pour la défense de l'école publique!

Si une forte majorité de députés de gauche siège à l'assemblée, il devront prendre ensemble des lois pour une école juste de la République... Il faudra aussi abroger les lois imposées par la droite pour qu'il n'y ait plus de précarité pour les profs.

Il faudra se battre pour une autre réforme des STI (sciences et technologies industrielles) et STG (sciences et technologies de la gestion) pour donner plus de moyens aux Lycées concernés et poursuivre la formation jusqu'à la réussite du diplôme.

Il faut une réforme progressiste de l'école qui améliore les conditions de travail et d'étude. Il est urgent de rétablir une formation des enseignants qui réponde à l'enjeu de la complexité des savoirs.

Les députés Front de Gauche se battent pour mettre en œuvre leurs 12 propositions : garantir la stabilité du statut de fonction

public d'État, lutter contre l'échec scolaire et surtout chercher quelles en sont les causes: sont-elles sociales ou sont-elles dues à l'inégalité des chances? Rétablir l'école dès 2 ans et lutter contre les jardins d'éveil. En finir avec la privatisation de l'Éducation nationale. Il y a besoin de plus de personnel qualifié pour enseigner, et de rétablir une cohérence afin que les parents puissent trouver toutes leurs places au sein de l'école. Engager rapidement la construction du service public dans ses missions prioritaires, pour l'égal accès au savoir de tous les jeunes. Soustraire les services publics de recherche et d'enseignement supérieur au champ de négociation de l'OMC. Abroger la loi LRU et le Pacte pour la recherche. Supprimer l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES), qui juge de la production scientifique sur des critères de diffusion qui, au final, sont de nature marchande, et ne permettent de juger ni de la qualité d'un article, ni de celle du support qui le reçoit.

Extrait de la lettre de l'École éditée par le PCF

<http://13.pcf.fr/24638>

Le secrétariat du réseau école : reseau.ecole-pcf@orange.fr

Pierre Laurent, Nicole Borvo Cohen-Seat et Roland Muzeau on écrit à Jean-Marc Ayrault

(...) les menaces de plans sociaux drastiques se précisent et se multiplient aux quatre coins du pays.

3 000 emplois en ligne de mire à Air France, 3 000 également à PSA-Aulnay, 3 000 encore à Carrefour, 10 000 dans toute la filière de la grande distribution, des milliers encore à Fralib, Nouvelles Frontières, Arcelor-Mittal, Petroplus, SeaFrance, H2M ex-Québecor, Meryl Fiber, c'est une hécatombe annoncée.

Il nous paraît inacceptable que le gouvernement assiste impuissant à ces destructions massives de l'emploi industriel français alors que les Français ont exprimé avec force leur volonté de mettre un coup d'arrêt à ce gâchis et que votre gouvernement a affiché dans l'intitulé de son ministère l'ambition d'engager le redressement productif du pays.

C'est pourquoi, nous vous demandons instamment de prendre ce jour les deux décisions d'urgence qui s'imposent.

Premièrement, l'adoption d'un moratoire à effet immédiat sur les plans sociaux et licenciements jusqu'à l'entrée en fonction de la nouvelle Assemblée nationale.

Secondement, l'inscription en priorité à l'ordre du jour de la rentrée parlementaire d'un débat sur les mesures anti-licenciements dès le début de la session. Nous vous proposons d'inscrire dans ce débat la discussion sur la proposition de loi contre les licenciements boursiers débattue au Sénat le 16 février dernier.

La réponse de Jean Marc Ayrault

« (...) Vous avez exprimé votre inquiétude concernant les risques de plans sociaux dans un certain nombre d'entreprises. Je comprends et partage cette préoccupation.

Conformément aux engagements pris pendant la campagne pour l'élection présidentielle, le gouvernement va mettre en œuvre la politique de redressement productif dont notre pays a le plus urgent besoin.

Le Ministre du redressement productif s'est saisi dès son installation de l'ensemble des dossiers en cours. Chaque situation fait l'objet d'un examen et d'un suivi particuliers. Il est mobilisé avec le Ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social sur les plans sociaux en cours afin de trouver les meilleures solutions pour sauvegarder les emplois et préserver notre tissu industriel et notamment nos PME.

Plus largement, il est nécessaire d'élaborer et de mettre en œuvre une politique d'ensemble permettant le renouveau industriel de la France. C'est une priorité pour le gouvernement dont j'ai la charge.

Cette priorité se traduira notamment par la mise en place de nouveaux outils de financement de l'économie et de la Banque publique d'investissement. J'ai demandé au Ministre de l'économie, des finances et du commerce extérieur de me faire dans les meilleurs délais des propositions, en liaison avec le Ministre du redressement productif.

Le Parlement sera bien entendu associé, non seulement pour débattre de cette politique, mais aussi, pour adopter rapidement un certain nombre de mesures précises sur les licenciements boursiers et sur l'obligation, pour un groupe, de céder à un repreneur un site industriel rentable qu'il envisagerait de fermer.

Enfin Ces questions s'insèrent naturellement dans le cadre de la conférence sociale qui se réunira d'ici le 14 juillet et dont j'engagerai mardi 29 mai prochain la préparation en recevant les organisations syndicales de salariés et les organisations d'employeurs.

Je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire national, (...)»



Hôpitaux Drôme Nord

Jean Marc DURAND, candidat du Front de Gauche pour la 4ème circonscription écrit au ministre des Affaires Sociales et de la Santé

« Madame le **Ministre** des Affaires sociales et de la **Santé**.

Monsieur Henri Bertholet, président du conseil de surveillance des Hôpitaux Drôme Nord

(...) J'ai été alerté par les représentants du personnel des Hôpitaux Drôme Nord (H D N) d'une situation que je souhaiterais rapidement vous exposer afin que vous puissiez prendre rapidement les mesures conservatoires nécessaires.

Les Hôpitaux Drôme-Nord qui regroupent deux établissements, l'un à Saint Vallier, l'autre à Romans sur Isère sont engagés dans le cadre de la loi Santé Territoire initiée par Mme Bachelot dans un processus dit de rapprochement avec l'Hôpital de Valence.

Or ces derniers jours, les événements ont semblé s'accélérer. L'Agence Régionale de Santé (A R S) ainsi que le Directeur de l'Hôpital de Valence devenu depuis quelques mois également le Directeur des H D N, ce qui est une première aberration, au regard de la diversité des services et du nombre de personnels (1800) que regroupent les HDN, parlent maintenant ouvertement de fusion.

En clair cela se traduit par les perspectives d'évolution suivantes :

1- Pour le site de Saint Vallier, le service de médecine qui est le seul service médical généraliste qui y demeure est directement menacé de fermeture étant évoqué un manque de moyens. Il est peu dire que cette disparition signerait la fin de tout service d'urgences sur ce secteur qui se situe à plus de 30 km de Romans avec des conditions d'accès difficiles et qui borde l'autoroute A7.

2- S'agissant du site de Romans une récente réunion de la CME a permis de découvrir certains projets. Au titre de ceux-ci :

- la suppression du service de surveillance continue (ex-service de réanimation déjà supprimé)
- la suppression de la garde du service traumatologie ce qui est un comble notamment au regard de la nature des urgences accueillies sur ce site. A termes, il ne serait plus possible de parler de services d'Urgences à Romans sur Isère.
- La suppression du service cardiologie
- La suppression du service O R L

Tous ces services seraient transférés à Valence. Ces annonces ont provoqué un certain émoi parmi les personnels hospitaliers. Celui-ci est d'autant plus compréhensible que de tels regroupements s'apparentent à de vraies coupes dans l'offre de soins sur le bassin de santé de la Drôme Nord. Ce n'est pas en rationnant l'offre de soins qu'on contribuera à une prise en compte des besoins sanitaires des populations. Et le raisonnement « *on fera mieux avec moins* » a depuis un certain temps trouvé ses limites.



Au cas d'espèce, je vous demanderais donc de bien vouloir prononcer un moratoire sur cet ensemble de dispositions annoncées par le Directeur par intérim de cet établissement ne cachant d'ailleurs pas son besoin de personnels à Valence et l'aubaine qu'offrirait la fusion de services Romans/ Valence.

Les personnels, médecins et agents hospitaliers ne comprendraient pas qu'une telle logique demeure et soit confirmée. Les HDN qui ont déjà connu de nombreuses mobilisations de leurs personnels et de la population pour la défense de leurs services hospitaliers, les HDN qui ont récemment accueilli M. François Hollande alors candidat à Présidentielle, méritent de voir leurs missions confortées et développées au lieu d'être de façon déguisée mises en pièces. Il en va de la qualité de l'offre de soins sur le bassin sanitaire de la Drôme Nord, il en va de la qualité de vie ses habitants et de la préservation de notre environnement.

C'est pourquoi je réitère m demande de moratoire et propose qu'un travail sérieux soit engagé pour examiner comment améliorer l'offre de soins en Drôme Nord comme dans tout le département.

Dans l'attente, je vous prie de croire (...) »

Jean-Marc DURAND

Après le Colloque sur le médicament

**Interview d' Isabelle Pasquet,
sénatrice communiste des Bouches du Rhône.**

Le 13 février dernier, Annie David et moi-même avons organisé un colloque au Sénat sur la politique du médicament. Ce fut un grand succès réunissant plus de 100 personnes issues d'horizons différents, des chercheurs, des représentants de salariés de l'industrie pharmaceutiques, des juristes, des économistes, des associations de victimes d'accidents médicamenteux; des citoyens et des responsables politiques, principalement du Front de Gauche.

L'idée de ce colloque a germé après l'adoption définitive par l'Assemblée nationale du projet de loi relatif à la sécurité du médicament. Cette loi n'est malheureusement pas à la hauteur des enjeux multiples auxquels nous sommes confrontés, ce ne peut être qu'une étape.

Cette impression a été confirmée lors de ce colloque, qui a mis en évidence un thème particulier : la nature du médicament? Il ne s'agit pas d'un bien de consommation comme les autres et on ne peut pas l'assimiler à une simple marchandise.

De ce fait, il nous est apparu urgent de repenser tout le parcours du médicament, depuis sa phase d'élaboration jusqu'à la question de la responsabilité des producteurs. Notamment il est ressorti la nécessité de constituer une véritable politique publique du médicament, associant la recherche publique, des outils de production et de financements publics pour sortir le médicament de la sphère marchande dans laquelle les laboratoires privés l'enferment.

Cela doit également nous conduire à nous poser la question de l'accès de toutes et tous à des médicaments de qualité et à bas prix, notamment dans les pays du Sud ou en voie de développement.



Aide à domicile en danger en Rhône Alpes

Un communiqué de la CGT

La CARSAT (Caisse d'Assurance Retraite – Santé et Travail) de Rhône-Alpes a pris la lourde et scandaleuse décision de réduire, depuis le 1er mai 2012, la prise en charge des heures d'aide à domicile pour un nombre important de personnes.

Dans les faits, la quasi-totalité des personnes classées en GIR 6 et de très nombreuses personnes classées en GIR 5 seront exclues de toutes prestations (GIR 5 et GIR 6 : personnes ayant besoin d'aides pour les tâches ménagères et ponctuellement pour les besoins de la vie courante).

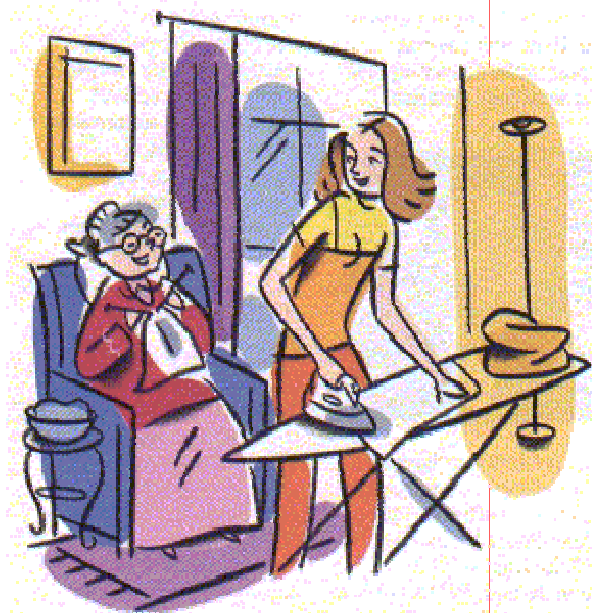
Par cette décision, la CARSAT abandonne toute politique de prévention.

Au CA de la CARSAT, seule la CGT s'est opposée à cette décision pénalisant de très nombreuses familles de notre région.

Par ailleurs, cette orientation de la CARSAT Rhône-Alpes entraîne une fragilisation pour l'emploi de milliers de salariés exerçant la profession d'aide à domicile.

Enfin, la même CARSAT Rhône-Alpes supprime des agences retraites et des permanences dans les bassins de vie fragilisant les bénéficiaires de prestations retraites et plan d'aides personnalisées.

Salarié(e)s et usagers de l'aide à domicile doivent se retrouver pour dénoncer cette situation et agir pour obtenir des moyens nouveaux pour répondre aux besoins des personnes et améliorer le statut social des salariés.



La CGT Rhône-Alpes organise une manifestation le mardi 5 juin à partir de 13 h 00 devant la gare part-dieu pour se rendre ensuite à la CARSAT Rhône-Alpes

Lors de cette initiative, nous revendiquerons :

- Le rétablissement par la CARSAT des droits antérieurs pour les personnes afin de faire face aux besoins de la vie courante.
- Un statut de haut niveau reconnaissant les qualifications des salariés aide à domicile.
- L'exigence d'une loi sur la perte d'autonomie assurant une prise en charge par la sécurité sociale.

Le nouveau Gouvernement doit légiférer pour créer les conditions d'un service public de qualité pour toute la société..

Nous demandons l'asile, on nous jette à la rue Un communiqué de « Femmes en Luth »

En réponse aux politiques indigentes en matière d'accueil des personnes étrangères, des actions de soutien individuelles ou collectives se multiplient un peu partout ... Ces actions, utiles certes, indispensables pour les personnes qui n'ont plus rien, sont-elles à la mesure de la situation ?

A Valence, malgré les efforts du "**Collectif de Solidarité avec les Sans papiers et les Sans droits**" qui ont permis de mettre à l'abri une douzaine de familles (bien peu face aux besoins !) le bilan de la semaine évoqué à la réunion des femmes du dimanche 27 mai était le suivant:

- **Une femme** sortie de clinique il y a 8 jours, jetée dans la rue **sans soins** avec son fils collégien de 12 ans: 2 nuits dehors. A coup de "**115**" répétés et d'appels partout, 4 nuits gagnées à l'hôtel sans nourriture. Mardi matin 29 mai, tout recommence,

-**Une famille de Géorgiens** avec 2 enfants de 1 an et demi et 2 ans et demi doit être transférée en début de semaine d'un premier lieu d'hébergement, inadapté, à un autre. Où ? On ne sait pas encore !

-**Une famille du Kosovo** avec 2 enfants de 8 mois et 2 ans, sera dans la rue dans quelques jours

- **Une famille russe** avec 2 enfants de 1 et 2 ans dort déjà dehors dans une voiture prêtée

- **Une mère et sa fille** sont hébergées provisoirement chez un copine résidant dans une structure d'accueil où elle n'a pas le droit d'héberger quiconque (Bravo l'éducation à la solidarité !)

- Même situation pour une **maman Rrom** et son fils âgé de 9 ans

- **Un père arménien** a casé sa famille à droite et à gauche et dort dans une voiture
Et d'autres sont déjà programmées dans les prochaines semaines...

Les familles demandeuses d'asile, quand elles dépendent de procédures dites "prioritaires" qui comportent des entraves graves au droit au logement et au droit au recours, doivent ajouter aux blessures d'un exil qu'elles n'ont pas choisi celles d'un "**NON-ACCUEIL**", indigne d'un

pays qui se targue partout dans le monde d'être le berceau des droits de l'homme.

Quand ces familles sont convoquées à l'OFPRO ou à la CNDA, les services "spécialisés" dans l'accueil des demandeurs d'asile n'ayant plus d'argent à leur donner pour payer les voyages à Paris, leur disent alors: "**Montez dans le train sans billet. Vous paierez les amendes**" ! Savent-ils que les amendes non payées et les poursuites judiciaires qui suivront leur seront opposées ensuite quand elles demanderont la régularisation de leur situation à la préfecture ?

Les actions "politiques" si indispensables soient-elles - et nous allons continuer à les mener **avec** les intéressé-e-s pour changer la loi - ne peuvent convaincre les personnes acculées à l'angoisse vitale du quotidien, confinant à l'obsession: "**Je dors où demain ?**" !

Nous allons interpellier d'abord les élu-e-s et les partis politiques locaux

Situation ingérable dans l'immédiat ? NON !
Des centaines d'appartements et de bâtiments vides à Valence et dans l'agglomération !

Coût insupportable pour les Collectivités locales ? VRAIMENT ? Combien d'hébergements pourrait-on procurer aux personnes et familles, avec les sommes engagées pour la seule installation de plus de 80 caméras de vidéosurveillance à Valence et ailleurs, dans des actions de propagande sécuritaire, inutiles de plus, toutes les études le confirment ?

L'assemblée générale des "Femmes en Luth" réunie le 27 mai, constatant que l'Etat ne respecte pas ses engagements d'accueil des demandeurs d'asile, a donc décidé d'interpeller aussi le nouveau gouvernement, les candidat-e-s aux prochaines élections législatives et d'engager des actions plus visibles en divers lieux dès cette semaine.



INVITATION

Sur les pas de Louis Aragon et d'Elsa Triolet

Les deux écrivains ont vécu à Saint-Donat-sur-l'Herbasse, pendant plus de 14 mois en 1943 et 1944. Ils y ont développé une activité résistante et poursuivi leur activité littéraire. Ils sont à l'origine du journal *La Drôme en armes*.



C'est pour rappeler cette tranche de vie drômoise que la Société des Amis de Louis Aragon et Elsa Triolet et l'Association du Patrimoine du Pays de l'Herbasse organisent une randonnée littéraire pédestre dans la campagne donatienne ponctuée de lectures de textes des deux écrivains,

le samedi 16 juin, à partir de 14 heures

Après la randonnée, les participants se retrouveront, **vers 17 h 30, dans la salle de la maison Villard**, rue Pasteur, pour échanger autour du verre de l'amitié et des livres de Louis et Elsa.

Nous serions très heureux de vous retrouver soit pour toute la randonnée (6, 500 km), soit simplement lors de la rencontre de fin d'après-midi.

Une plaquette contenant les textes lus vous sera proposée.

Pour une meilleure écoute, nous ne voulons pas faire de groupes supérieurs à 20 participants. Le premier groupe partira à 14 h autour de la Fontaine de l'Europe, près de l'Office du Tourisme, place Jean Chancel, à Saint-Donat. Un autre suivra à partir de 14 h 30. Possibilité de parking à proximité.

Pour faciliter l'organisation, nous vous demandons de vous inscrire auprès de **Jean Sauvageon, 5, impasse André Chénier, 26100 Romans**

ou tél : 04.75.05.05.89 ou jean.sauvageon@gmail.com



Région Rhône Alpes

Israël Palestine, la Région doit être porteuse d'un message de paix et de justice

Le groupe Front de Gauche a voté CONTRE les demandes de subvention de la délégation Rhône-Alpes de la Chambre de commerce France-Israël et de l'association Rhône-Alpes Israël Echanges à l'ordre du jour de la commission permanente ce jour.

Danielle LEBAIL a rappelé l'importance que la Région envoie un signe fort de paix et de justice en direction de la communauté palestinienne qui souffre des agissements et des restrictions économiques du gouvernement israélien. Un gouvernement dont ces associations sont des supporters inconditionnels.

De même que la Région avait adopté un vœu en 2011 pour soutenir l'initiative « Un bateau français pour Gaza » engagée par le collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, il nous semble cohérent qu'elle s'inscrive clairement dans une démarche juste et pacifiste.

Lu dans la lettre des Elus du Front de Gauche à la Région Rhône Alpes

<http://www.frontdegauche-rhonealpes.fr>

Université d'été du Parti de la Gauche Européenne

Dans son rapport au CN du 25 Avril dernier, Pierre Laurent a tenu à insister sur l'importante bataille que le PCF et le Front de Gauche auront à mener pour empêcher la ratification du « traité budgétaire européen », combattre les mesures d'austérité et porter l'exigence d'une refonte de l'Union Européenne et de ses institutions, à commencer par la BCE.

C'est un axe structurant des débats à gauche, un marqueur important de notre parti et un enjeu majeur pour notre pays.

Traiter ces questions complexes est un travail de longue haleine qui demande de faire appel à l'intelligence collective, dans notre parti et avec nos camarades européens.

Au mois de septembre le Parti de la Gauche Européenne, se saisira de la procédure d'initiative citoyenne européenne pour la création d'une banque publique européenne de développement social, écologique et solidaire ». IL s'agira de récolter un million de signatures dans toute l'Europe. L'implication du parti sera déterminante pour la réalisation de cet objectif ambitieux.

L'université d'été du Parti de la gauche européenne se tiendra à Volos, en Grèce, du 18 au 22 juillet 2012. Avec des formations théoriques de bonne qualité et des échanges militants, cet outil est à notre disposition pour progresser dans nos réflexions et entretenir les liens de solidarité dont nous avons besoin pour lutter en France et au niveau européen.

Pierre LAURENT invite les fédérations à réfléchir à la possibilité d'y envoyer une ou plusieurs personnes qui voudraient s'investir de manière plus approfondie autour de ces enjeux et qui pourraient contribuer à animer les campagnes européennes en France.

Les grands titres des sujets traités pendant l'université

- Construire la solidarité pendant la crise, vers une nouvelle société**
- Contre le capitalisme autoritaire, pour une Europe démocratique sociale, écologiste et féministe**
- L'avenir de l'Europe, l'Europe et le monde**
- Coopération entre les partis, les syndicats et les mouvements sociaux aux niveaux national et européen**



<http://fr.european-left.org/>